



SERVICE DE PRESSE

Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIÈRE – 141, avenue du Maine – 75680 PARIS Cedex 14 – Tél : 01 40 52 82 00 – Fax : 01 40 52 82 02

COMMUNIQUE

Projet de loi Macron : loi de régression et de libéralisme

Le Premier ministre et le ministre de l'économie, voire les « deux Premier ministre », ont présenté leur projet de loi « pour la croissance et l'activité » qualifié de loi « de progrès et de liberté » : pour FO c'est un texte idéologique, en dehors de la réalité et qui devrait s'intituler « loi de régression et de libéralisme ».

Le Conseil d'Etat vient de déplorer le caractère lacunaire et les graves insuffisances dans les fondements et analyses d'impacts des multiples dispositions de ce texte. Il aurait pu aussi rappeler l'absence de réelle concertation préalable sur des sujets essentiels socialement (travail du dimanche et en soirée, réformes des prud'hommes, des professions réglementées, du permis de conduire, transport, l'épargne salariale, etc) et pour lesquels les ministres concernés ont été clairement dessaisis de leurs prérogatives.

Preuve d'une loi fourre-tout libérale qui ne vise qu'à donner des gages aux marchés, au patronat et surtout à Bruxelles dans le cadre du pacte budgétaire européen avalisé par la France en matière d'accélération des « réformes » exigées.

Les conséquences de ce projet sont plus de dérèglementation, plus de privatisation, moins de droits et de protection collective pour les salariés : pour exemples banalisation-généralisation du travail du dimanche en contradiction avec normes internationales du Travail, dépénalisation du délit d'entrave en entreprise, privatisation du permis de conduire.

Même sur le plan environnemental, il y a contradiction avec l'affiche politique du chef de l'Etat : le « bilan carbone » des effets de la loi mériteraient d'être calculé.

Au passage, le Premier ministre en profite pour annoncer qu'il va demander à revoir la loi dite de « sécurisation de l'emploi » dès janvier 2015 : mettre plus de flexibilité dans un texte déjà ultra flexible.

Pour FORCE OUVRIERE doper la croissance et promouvoir l'emploi est antinomique de ce texte de régression libérale qui, au contraire accentuera récession et chômage tout en faisant perdre des droits sociaux.

C'est notamment ce que FORCE OUVRIERE réaffirmera lors de son rassemblement national prévu le 16 décembre prochain.

Selon le Premier ministre « *tout le monde doit accepter de changer ce qui ne fonctionne pas* » : au gouvernement de se l'appliquer en changeant totalement de politique économique et en renonçant à ce texte.

Paris, le 10 décembre 2014